

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DE L'ÉNERGIE

Direction régionale de
l'environnement, de l'aménagement
et du logement
Alsace

Unité territoriale du Haut-Rhin
Cellule M

Mulhouse, le 29 juillet 2013

**RAPPORT DE L'INSPECTION
DES INSTALLATIONS CLASSÉES
CONSTATS D'UNE VISITE DE CONTRÔLE**

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement / Visite
de contrôle
Société PSA Peugeot Citroën à Sausheim

- 1. Cadre légal, circonstances de la visite**
- 2. Thèmes de la visite et référentiels**
- 3. Installations contrôlées**
- 4. Constats**
- 5. Conclusion**

1. Cadre légal, circonstances de la visite

- **Cadre légal** : articles L 171-1 à -5, L 172-1 à -3 du code de l'environnement,
- **Régime de classement de l'établissement, secteur d'activité** : Autorisation (IPPC), fabrication de véhicules automobile
- **Date et horaire de la visite** : le 3 juillet 2013 entre 8h00 et 16h30
- **Adresse du site visité** : Route de Chalampé - 68390 SAUSHEIM
- **Type de contrôle** : Visite approfondie
- **Nature du contrôle** : Contrôle planifié (Plan de Modernisation des Installations)
- **Circonstance du contrôle** : Contrôle annoncé le 18 avril 2013 (par courrier électronique)

3. Thèmes de la visite, enjeux, référentiels

Thème : Le contrôle a porté sur les dispositions de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Plusieurs incidents et accidents survenus ces dernières années dans les installations industrielles françaises ont pointé du doigt la problématique du vieillissement des installations, de leur maintenance et de leur surveillance.

De tels incidents et accidents sont susceptibles de se reproduire, voire même de devenir de plus en plus fréquents, au regard de l'âge de l'outil industriel français (plus de 30 ans en moyenne pour le réseau de canalisations, nombreuses plates-formes industrielles fondées dans les années 1950 à 1970, bacs de produits dangereux toujours exploités 50 ans après leur construction), si les outils de suivi, de maintenance et de remplacement ne sont pas optimisés.

Ce constat a conduit le ministère du développement durable à lancer fin 2008 un plan pour la maîtrise du vieillissement dans les installations industrielles. Tous les secteurs industriels sont concernés avec, de façon plus spécifique, l'ensemble de la filière du pétrole et de ses produits dérivés, ainsi que le secteur de la chimie.

Référentiel :

- Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, article 5.
- Guide professionnel DT90 pour la définition du périmètre de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, d'avril 2011, reconnu par le ministère en charge de l'environnement.

Référentiels secondaires :

Textes nécessaires au constat de conformité pour des situations contrôlées sur site non prévues initialement

- Arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées.
- Arrêté préfectoral n°02-3024 du 23 octobre 2002 portant autorisation d'exploiter au titre 1er du livre V du Code de l'Environnement la société Peugeot Citroën Mulhouse SNC.

2. Installations contrôlées

- Usine Peinture (UPM 2000 bâtiment SA29) et Atelier Mécanique (mécanique D – bâtiment SA91) : tuyauteries d'alimentation des deux traitements de surface et des deux bains de cataphorèse contenant des préparations classées au regard de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.
- Atelier Montage: tuyauteries associées aux réservoirs C103-C104-C105-C106 contenant des carburants.
- Unité de traitement des huiles (R39)

3. Constats

Dans la présente partie, seront appelées préparations ou substances à phrases de risques spécifiques ou mentions de dangers spécifiques, les préparations et substances possédant les phrases de risques ou mentions de dangers mentionnées aux articles 4 et 5 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

5-1. Recensement des équipements visés :

La méthodologie mise en place par l'exploitant en vue de recenser les équipements susceptibles d'être soumis à l'article 5 de l'arrêté ministériel précité est décrite ci-dessous :

En application du premier alinéa de l'article 5 de l'arrêté du 4 octobre 2010 qui mentionne que:

« Les dispositions du présent article sont applicables : 1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, »

L'exploitant, sur la base de son étude de danger actualisée en 2008, a écarté (au titre de cet alinéa) du plan de modernisation toutes les capacités et tuyauteries de son site car non susceptibles d'être à l'origine d'un accident de gravité importante.

L'exploitant a ensuite cherché à recenser l'ensemble des substances ou préparations à phrase de risques ou mention de danger spécifiques présentes sur son site au travers d'une extraction de son système de gestion informatique des Fiches de Données de Sécurité relatives aux produits présents sur son site. Les phrases de risques et mention de danger concernées sont les suivantes :

- R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410
- R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411

La liste établie par l'exploitant lui a permis ensuite de vérifier les volumes des capacités et/ou des tuyauteries où étaient engagés ces produits. La liste établie a servi de document support lors du contrôle sur site, afin de vérifier son exhaustivité (constat repris plus bas dans la partie contrôle sur site).

Suite à cette liste, l'exploitant a approfondi la caractérisation des mélanges qui utilisaient ces préparations ou substances recensées sur site, et a conclu que seul les installations de traitement de surface des ateliers Mécanique D et Peinture et de cataphorèse de l'atelier Peinture, étaient susceptibles de part l'emploi dans les différents stades de produits à phrases de risques ou mention de danger spécifiques d'être soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

Pour les traitements de surface qui contiennent plusieurs capacités en série, avec différentes préparations, l'exploitant a tout d'abord identifié les stades où étaient injectées des préparations soumises à phrases de risques ou mention de danger spécifiques.

Il s'agit pour les deux traitements de surfaces (TS) du stade de la phosphatation se situant au niveau du stade n°7 pour le TS peinture et au stade n°6 pour le TS mécanique D. Dans le cas de la cataphorèse de l'atelier Peinture, les mélanges sont injectés dans une capacité unique. Dans ces étapes du procédé sont employées plusieurs préparations à phrases de risques spécifiques :

- stade n°7 TS Peinture : (55 m3)
 - Gardobond additive H7264 : R25 (198 litres)
 - Gardobond additive H7004 : R50 et R25 (13 litres)
 - Gardobond R2600 SEUPM : R51/53, R68, R61 (1795 litres)
- stade n°6 TS Mécanique D : (76 m3)
 - Gardobond R24 TE UMM : R50/53, R61, R68 (1116 litres)
 - Gardobond additive H7102 : R50/53, R61, R68 (280 litres)
 - Gardobond additive H7004 : R50, R25, H301, H400 (17 litres)
- Cataphorèse Peinture : (450 m3)
 - Pâte cationique : R68, R61 (25 tonnes)

Compte tenu des volumes des capacités l'exploitant a cherché à caractériser grâce à l'arrêté du 9 novembre 2004, la classification des mélanges obtenus dans ces différentes capacités.

Au vu des pourcentages finaux obtenus, l'exploitant conclut qu'aucune de ses capacités n'est soumise à l'article 5 de l'arrêté du 4 octobre 2010.

Cependant le contrôle de la méthodologie en salle a montré qu'elle présentait les faiblesses suivantes :

- non prise en compte des tuyauteries associées aux stockages fixes ou mobiles qui accueillent les préparations ou substances à phrases de risques spécifiques,
- dans le cas où l'exploitant fait le choix de repartir de la quantité de substance pure présente dans sa préparation pour en établir la classification au regard de l'arrêté ministériel du 9 novembre 2004, il doit considérer la quantité totale de cette substance de l'ensemble des préparations qui constituent son mélange, et non seulement la quantité de chaque préparation diluée prise indépendamment les unes des autres en appliquant méthodologiquement les règles de calcul de l'arrêté précité.
- La caractérisation des mélanges des différents stades susceptibles d'être concernés par le plan de modernisation n'a pas été complètement réalisée. Les substances à phrases de risques R61 n'ont pas été clairement traitées.

L'exploitant doit reprendre ses calculs pour ses installations susceptibles de contenir des préparations à phrases de risques spécifiques au regard des dispositions de l'arrêté du 9 novembre 2004.

Plus précisément il appliquera pour les substances :

- Dangereuses pour l'environnement (R50, R50/53, R51/53), les dispositions de l'annexe III partie A et B
- Dangereux pour la santé (R25, R68, R61), les dispositions l'annexe II partie A (paragraphe 2., 3.3 et 9.3) et partie B (tableaux I, II ou IIA, VI)

D'une manière générale la méthodologie de caractérisation par calcul est simple. Il faut dans un premier temps vérifier la présence de la substance considérée dans l'annexe VI, partie 3 du règlement n°1272/2008, et d'en vérifier la concentration limite. Si la substance n'y figure pas ou si aucune concentration n'est associée, alors il convient de se reporter aux différents tableaux des parties B des différents annexes de l'arrêté ministériel du 9 novembre 2004, qui permettent d'obtenir des concentrations minimales de classement. Dans le cas où plusieurs substances composent le mélange, des règles de calculs spécifiques sont mentionnées dans les parties A des différents annexes.

5-2. Examen sur site lié au plan de modernisation :

Le contrôle sur site a été mené sur deux points :

- vérification par sondage de l'exhaustivité du recensement réalisé par l'exploitant concernant les produits présents sur son site soumis aux phrases de risques et mention de danger spécifiques (mentionné dans la partie 5.1),
- vérification des tuyauteries associées aux capacités de mises en œuvre de ces mêmes produits pour l'atelier mécanique D, l'atelier montage et le stockage de carburant situé au montage.

Il ressort de ces contrôles que :

- l'intégralité des produits présents sur site n'ont pas été identifiés dans le recensement initial de l'exploitant. A titre d'exemple, les vernis 2K HD et AR employés en peinture sont soumis à la phrase de risque R51/53, et ne figurent pas dans le recensement initial,
- les capacités et tuyauteries présentent au niveau de la centrale laques où sont présent les deux vernis précités ne dépassent pas les seuils de 100m³, et DN100 associés aux phrases de risques R51/53,
- dans les ateliers Peinture et mécanique D, les tuyauteries associées aux réservoirs contenant les préparations à phrases de risques spécifiques n'excèdent pas le DN80,
- une tuyauterie flexible est mise en place pour l'approvisionnement de la pâte cationique dans l'atelier Peinture. La pâte cationique est étiquetée R61, R68, le diamètre nominal de la tuyauterie flexible n'a pas pu être déterminé sur site. Cependant au vu de la taille de cette dernière il ne peut pas être exclu qu'elle soit soumise aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté du 4 octobre 2010,
- les tuyauteries associées aux stockages de liquides inflammables du montage (carburants) étiquetés R51/53 (gasoil, et essence) ont un diamètre nominal de 80, et ne sont donc pas soumises aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté du 4 octobre 2010

Le manque d'exhaustivité du recensement réalisé par l'exploitant ne permet pas à l'inspection de conclure de manière définitive sur la présence d'installation soumise aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

Le contrôle sur site a également été mis à profit pour inspecter la station de traitement des huiles du site. La aussi dans un premier temps un recensement par échantillonnage a été effectué au niveau des huiles du site, afin de détecter la présence d'éventuelles huiles soumises à phrases de risques spécifiques. Aucune des huiles contrôlées ne présentaient de phrases de risques dites spécifiques qui aurait in fine pu soumettre la station de traitement au plan de modernisation des installations.

Fiches de données sécurité contrôlées des huiles suivantes :

- huile carter EP150
- huile AZOLLA ZS46
- huile soluble concentrée microgrind N446
- huile boîtes de vitesses 6965 (Exon)

Sur site il a pu être constaté que les capacités servant au traitement des eaux huileuses étaient conséquentes (entre 30 et 600 m³) et que de nombreuses tuyauteries flexibles sont utilisées.

Bien que cette installation ne soit, à priori, pas soumise aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté du 4 octobre 2010 (ne contient pas de produit à phrase de risques spécifiques), il apparaît opportun de lui appliquer un certain nombre de dispositions, et notamment celle relatives au plan d'inspection.

Lors du contrôle le bassin D4 dédié au secours du bassin D5 était utilisé pour le stockage d'effluents sanitaires (présence de matières flottantes domestiques, et forte odeur d'effluents sanitaires).

Après enquête, il apparaît, selon les personnes en charges de l'exploitation de cette station de traitement des huiles, que ces effluents soit issus du bâtiment SA13 qui est l'unité de traitement final avant rejet au réseau des eaux procédés et sanitaires du site.

Bien qu'elle ne puisse pas être caractérisée comme non-conforme, cette pratique ne correspond pas aux descriptions faites par l'exploitant dans ces diverses études techniques (étude GUIGUES de 2003 notamment). En effet les effluents qui arrivent au bâtiment SA13 sont censés contenir le moins d'huile possible car des orientations à la source de ces huiles doivent être faites dans les ateliers pour les orienter vers des unités de traitement adaptées comme l'unité d'ultrafiltration ou l'unité de traitement des eaux huileuses (R39). De plus comme mentionné plus haut, les descriptifs techniques fournis pour l'installation de traitement des eaux huileuses montrent que le bassin D4 est un bassin de secours qui doit rester vide en cas d'avarie sur le reste de la station.

5-3. Autres constats sur site :

Lors de l'inspection dans l'atelier peinture, il a été constaté d'une part la présence d'une pompe fuyarde et d'autre part l'absence de pictogramme relatif à la dangerosité pour l'environnement des conteneurs de vernis 2K, bien que ce pictogramme figure sur la fiche de donnée sécurité du produit dans la partie « éléments d'étiquetage ».

Ces deux écarts constituent des non-conformités aux conditions d'exploiter au regard des deux articles repris ci dessous et réglementant les installations concernées.

Article 7 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 :

« Les canalisations de transport de fluides dangereux et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont accessibles et peuvent être inspectées. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examen périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. »

Article 15.7.1 de l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2002 :

« Toutes substances ou préparations dangereuses entrant ou sortant de l'établissement sont soumises aux prescriptions réglementaires d'étiquetage et d'emballage. Ces identifications doivent être clairement apparentes »

Concernant la pompe, l'enquête post inspection a montré que la fuite initiale de la garniture remonte à mars 2013 (légère fuite en goutte à goutte). L'exploitant a alors consulté un prestataire pour une réparation s'élevant à environ 5000€ hors taxes. Compte tenu des éléments suivants et de la conjoncture économique de la société l'exploitant avait décidé de ne pas donner suite :

- pas de sur consommation d'eau étant donné l'arrêt de l'alimentation en eau déminéralisée de la garniture puisqu'elle était mouillée par l'eau des effluents.
- pas de pollution étant donné qu'il s'agit du circuit d'effluent et que la pompe de relevage du caniveau envoi l'eau qui coule dans le puisard vers la cuve E3 et vers la station physico chimique du site de Mulhouse (données vérifiées sur le plan de l'installation par l'inspection).
- fuite peu importante.

Le constat fait lors du contrôle a montré une aggravation de la fuite qui selon l'opérateur interrogé remontait à une semaine. Une demande d'intervention a été faite par l'exploitant le jour du contrôle sur site, avec basculement sur une pompe de secours.

Concernant l'étiquetage du vernis 2K, l'exploitant a lancé une demande de modification auprès de son fournisseurs, sans engagement de durée pour un retour à une situation conforme.

4. Conclusion

Situation irrégulière

Sans objet

Non-conformités

Les écarts mentionnés au 5, et repris ci-dessous constituent des non-conformités aux prescriptions des textes cités dans les référentiels secondaires en partie 3 :

- canalisations de transport de fluides pollués non étanches,
- étiquetage des conteneurs vernis 2K non conforme à la fiche de donnée sécurité.

L'exploitation d'une installation classée sans respecter les dispositions d'un arrêté préfectoral relève des dispositions administratives et pénales des articles L171-8 et R514-4 du code de l'environnement.

A noter qu'entre le jour du contrôle et la fin de la rédaction du présent rapport, l'exploitant s'est mis en conformité au regard du premier point, et qu'un retour à une situation conforme pour l'étiquetage est attendu sans engagement de délai, compte tenu de l'action indirect exercée par l'exploitant sur son fournisseur.

Autres constats à portée réglementaire

Le projet d'arrêté portant prescriptions complémentaires au site de PSA Peugeot Citroën devant réglementer les rejets globaux du site, s'inspirera des plans d'inspection mises en œuvre dans le cadre du plan de modernisation des installations pour réglementer l'installation de traitement des huiles du site.

Observations

- La mise en place de tuyauteries flexibles en lieu et place de tuyauteries en dur sur des installations n'étant pas amenées à changer régulièrement leur configuration, ne constitue pas (sauf incapacité technique démontrée) une bonne pratique.
- L'utilisation du bassin D4 de la station de traitement des eaux huileuse pour le stockage temporaire des effluents sanitaires ne constitue pas une bonne pratique d'une part, et démontre un manque de maîtrise des procédés générant des huiles d'autre part, si l'exploitant se retrouve dans l'obligation d'écrémer certaines eaux à l'entrée du bâtiment SA13 avant envoi au réseau d'assainissement.

Questions

Afin de pouvoir conclure de manière définitive à la présence d'installations soumises au plan de modernisation des installations, il appartient à l'exploitant de reprendre son recensement et sa méthodologie d'identification, au regard des remarques faites dans la partie 5 du présent rapport. L'exploitant transmettra ses conclusions à l'inspection des installations classées.

L'inspecteur des installations classées

